

[Text]

anywhere. I believe that is true, and I think we are going to outstrip the other provinces in Canada in terms of our sales to the U.S., once this agreement gets going.

As far as investment is concerned, the relaxing of rules regarding foreign investment should help draw new business ventures into Canada. Over the past 12 years Canadian investors have invested more money outside of Canada, particularly in the United States, than they have invested inside Canada. We believe free trade could go a long way towards reversing that trend. The local economy could be stimulated by the the expending of some money.

The Winnipeg Chamber of Commerce is optimistic about the free trade agreement between Canada and the United States. We are, however, sensitive to the potential pitfalls in negotiating an agreement of this magnitude. But we commend the federal government for taking the initiative to hear the views of as many Canadians as possible in order to ensure that we negotiate the very best possible deal. I mean that most sincerely. I think that if there is anything at all that is creating unrest and dissatisfaction and confusion amongst Canadians, it is the rhetoric that goes on and the inability of most average Canadians to understand what this deal is going to mean to them specifically. I think we must get information out so that we can take the fear of the unknown away. Arguments should be based on fact, not on the kind of fiction that is being promoted.

Thank you. I am ready for questions.

The Chairman: Thank you very much. We will begin with Mr. Axworthy, please.

Mr. Axworthy: Let us look at the facts. In your presentation on behalf of the chamber, you talk about the dispute settlement mechanism, which as you well know is not what was originally proposed for the trade negotiation. The proposal was that we get exemption from U.S. trade law, not simply that we have a review mechanism to apply U.S. trade law. But you make a very interesting statement. You say that U.S. authorities do not generally consider Canadian social development programs as countervailable. Are you aware that the groundfish decisions, in which the United States took a major countervail against Canada, included unemployment insurance? It included the regional development programs and it included all the ERDA programs, which as you well know have been of major importance to this province in providing stimulus to the industry in transportation, mining, agriculture, communications, culture. All of those programs are considered to be countervailable under U.S. trade law. This particular agreement does nothing whatsoever to eliminate those grounds for the U.S. taking action. Therefore a lot of the programs that are presently working are put in jeopardy.

[Translation]

des autres provinces une fois que l'accord entrera en vigueur.

Pour ce qui est des investissements, le relâchement des règlements concernant les investissements étrangers devraient aider à attirer de nouvelles entreprises commerciales au Canada. Au cours des douze dernières années, les Canadiens ont investi plus d'argent à l'extérieur du Canada, surtout aux États-Unis, qu'ils n'en ont investi au Canada même. Nous croyons que l'accord de libre-échange pourrait beaucoup aider à renverser cette tendance. Les dépenses d'argent pourraient stimuler les économies locales.

La Chambre de commerce de Winnipeg se réjouit de l'accord de libre-échange survenu entre le Canada et les États-Unis. Nous nous rendons bien compte, cependant, des pièges que peut comporter la négociation d'un accord de cet envergure. Mais nous félicitons le gouvernement fédéral d'avoir pris l'initiative d'entendre les opinions d'un aussi grand nombre de canadiens que possible pour s'assurer que nous négocions le meilleur accord possible. Je le dis en toute sincérité. Je pense que s'il y a quelque chose qui crée de l'inquiétude et du mécontentement et de la confusion chez les canadiens, ce sont les propos creux qui se tiennent et le fait que la plupart des canadiens ne puissent pas comprendre comment ils seront touchés par cet accord. Je pense que nous devons informer les gens pour qu'ils n'aient pas peur de ce qu'ils ne connaissent pas. Les arguments devraient être fondés sur les faits, et non le genre de propos creux qu'on entend.

Merci. Je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup. Nous commencerons par M. Axworthy.

M. Axworthy: Regardons bien les faits. Dans votre exposé au nom de la Chambre, vous parlez du mécanisme de règlement des différends qui, comme vous le savez bien, n'est pas ce qu'on avait prévu au début pour les négociations commerciales. Nous voulions être exemptés des lois commerciales américaines, pas seulement à un mécanisme de règlement. Mais vous avez dit quelque chose de très intéressant. Vous avez dit que les autorités américaines ne considèrent pas généralement les programmes de développement social canadiens comme pouvant être assujettis à des droits compensatoires. Savez-vous que les décisions concernant le poisson de fonds, où les États-Unis ont imposé un important droit compensatoire contre le Canada, tenaient compte de l'assurance-chômage? Elles tenaient compte des programmes de développement régional et de tous les programmes en EDER, qui, comme vous le savez bien, ont apporté des stimulants importants à cette province dans l'industrie des transports, des mines, de l'agriculture, des communications, de la culture. Tous ces programmes pourraient être considérés comme pouvant être frappés de droits compensatoires aux termes des lois commerciales américaines. Cet accord ne fait absolument pour changer quoi que ce soit dans ce sens. C'est pourquoi un grand